

ITA

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

BÜLTEN BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
COMPTE: CGER - 001-0414791-95 - BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL
2ème année - Septembre 1978
Gén. 69 - Français 23
Prix 10 FB
Abonnement Annuel
Belgique 100 FB
Etranger 200 FB

REPETITION GENERALE D'UNE OPERATION DE GENOCIDE DANS L'EST DE LA TURQUIE

ANKARA (ITA) - Des commandos des forces de la gendarmerie turque ont commencé des manoeuvres militaires en Anatolie orientale pour être prêt à détruire les tribus nomades kurdes qui sont considérées comme l'ennemi possible en cas d'insurrection ou de guerre.

Ces manoeuvres sont apparemment planifiées par l'Organisation de Contre-Guérilla, dont la fonction a été expliquée en détail dans le BULLETIN. (Voir: BULLETIN, février 1978 - juillet/août 1978). Contre-guérilla est dirigé par le département de la guerre spéciale des Forces Armées turques. Le but de cette organisation est de mobiliser la résistance en cas d'insurrection ou d'agression étrangère.

La première manoeuvre a été appelée "Ailé J-78" et s'est déroulée le 14 septembre 1978 dans le secteur de Yüksekova de la province d'Hakkari, à 40 km de la frontière irano-turque.

Pour être aussi réaliste que possible, une partie des soldats du commando s'est déguisée en nomades, hommes et femmes, vêtus de costumes locaux colorés.

L'exercice militaire était commandé par le général Selami Ilhan, commandant de la 21ème brigade mobile de gendarmerie. Le haut commandant des forces de la gendarmerie, le major général Sedat Celasun et le gouverneur de la province d'Hakkari M. Altay Utkan étaient présents lors des manoeuvres.

Au cours de l'opération de destruction, les forces aériennes ont attaqué le secteur avec des chasseurs Phantom. Après l'attaque aérienne, les commandos se sont infiltrés dans la soi-disant "tribu ennemie" et ont "détruit la population en 300 secondes".

Après l'opération, le commandant a félicité le commando pour son habileté et son succès et a déclaré qu'en cas de guerre ou d'insurrection, la même opération se répéterait, et que la durée pourrait même être réduite.

En racontant le déroulement de l'opération, le quotidien Cumhuriyet a apprécié le talent artistique avec lequel une partie du commando s'est déguisé en femmes et s'est fait massacrer par les autres membres armés du commando. ./.

L'opération est considérée en public comme la répétition générale d'une opération de génocide. Le secteur de Yüksekova est une région où la densité des Kurdes est très importante et 80% de la population ne parle que le kurde.

Massacre des combattants kurdes dans la même région

D'autre part, l'hebdomadaire Yürüyüş a révélé que quelques mois auparavant, 700 combattants kurdes d'Irak avaient été massacrés dans la même région, d'une manière beaucoup plus élaborée.

Les victimes sont les membres de l'Union Patriotique du Kurdistan, qui est une aile progressiste du mouvement de libération kurde en Iraq. Selon la revue, les combattants kurdes étaient passés d'Irak en Turquie par l'Iran dans le but dans un autre secteur irakien plus propice à des opérations de guérilla, contre les forces réactionnaires.

Bizarrement, leur passage fut permis par les autorités iranienne et turque. Mais apparemment, c'était un piège tendu avec la collaboration de la CIA, le MIT (organisation de renseignement turque) et le SAVAK (police iranienne). Alors qu'ils entraient en Turquie, les tribus réactionnaires kurdes furent provoquées contre les combattants du PUK. Lors de la traversée de la province d'Hakkari, ils furent piégés et massacrés par les tribus kurdes réactionnaires qui bénéficiaient de la tolérance et même de l'appui des forces armées turques. Comme ils ne connaissaient pas ce secteur, les combattants du PUK ne purent se cacher et furent tués un par un.

Les éléments réactionnaires kurdes irakiens reçurent également l'autorisation de rentrer en Turquie et participèrent au massacre de leurs compatriotes.

Après la massacre et la répétition générale du génocide, on craint de plus en plus que les tribus kurdes progressistes soient considérées à l'avenir comme ennemies et que d'autres massacres se déroulent. (C-Y-DG-ML-17/9)

LE GOUVERNEMENT PREVOIT UNE CROISSANCE DE 8% PNB, MAIS CELA SEMBLE IMPOSSIBLE

ANKARA (ITA) - Le Conseil des Ministres a prévu une croissance du Produit National Brut de 8% pour la prochaine période de 5 ans, qui commencera en 1979. Selon la stratégie du 4ème plan quinquennal de développement, la croissance de 8% sera réalisée par un accroissement modéré durant les deux premières années, puis par des taux plus élevés au cours des trois dernières. La stratégie prévoit de faire grimper les valeurs industrielles, qui représentent actuellement 29% du PNB, à 32% en 1983 et de faire descendre le secteur agricole de 22 à 19%.

En vue de réaliser la croissance dans chaque secteur, la stratégie du plan prévoit que les investissements de capitaux seront répartis comme suit: 12% dans le secteur agricole, 44% dans le secteur industriel et 44% dans le secteur tertiaire.

Et pour réaliser les investissements aux taux indiqués, le plan a prévu d'accroître chaque année l'épargne intérieure de 14% et de réserver chaque année 35% des excédents pour l'épargne en général. Ainsi, la consommation superflue sera freinée et l'épargne des résidents en Turquie ou des travailleurs turcs à l'étranger sera encouragée et dirigée vers les entreprises publiques.

"Tout en étendant et en accélérant la recherche de pétrole sur terre et en mer, des mesures pour accroître la production seront prises et le gaspillage de la consommation de pétrole étranger sera découragé."

Selon cette stratégie, le prochain plan quinquennal apportera des solutions réalistes aux problèmes sociaux et économiques actuels.

Le plan prévoit aussi le renforcement des relations avec la CEE et les pays voisins. Les exportations devront augmenter de 18% par an et les biens industriels devront représenter 60% de l'ensemble des exportations. Ces mesures permettront aussi d'accélérer la relance de l'économie et de réduire le chômage.

La réforme des Terres et de l'Agriculture sera réadaptée et des dispositions légales seront prises pour la paix sociale. //

"Ces objectifs ne peuvent être atteints dans un système capitaliste"

Bien que la stratégie du plan prévoit une croissance rapide particulièrement dans le secteur industriel, le mouvement de la classe ouvrière le trouve irréaliste, car il est impossible d'atteindre les objectifs mentionnés dans le plan aussi longtemps que la Turquie restera dans un système capitaliste.

La Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) a critiqué durement le gouvernement qui suit les voies du capitalisme et qui fait reposer le poids du développement sur les épaules de la classe ouvrière.

Le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a souligné que le gouvernement Ecevit ne pouvait libérer la Turquie de l'emprise de l'impérialisme et qu'au contraire, il faisait de plus en plus de concessions aux milieux impérialistes.

En fait, malgré la prétention d'Ecevit à établir des relations multilatérales, le gouvernement turc a conclu de nouveaux accords commerciaux et financiers avec les puissances capitalistes occidentales. Par exemple, le Fonds Monétaire International (FMI) et l'OCDE ont imposé à la Turquie de nouvelles mesures pour garantir de nouveaux crédits. Les plus importantes de ces mesures bloquent les salaires et donnent des priorités au secteur privé. En outre, le gouvernement Ecevit a été forcé de dévaluer la monnaie de 30% juste après son arrivée au pouvoir.

Sous la pression du FMI et des milieux capitalistes locaux, Ecevit a demandé aux syndicats d'accepter de bloquer les salaires et a proposé une "convention sociale" prévoyant que la classe ouvrière devrait faire de nouveaux sacrifices pour le bien de la "paix sociale". Bien que la Confédération des Syndicats Turcs (TÜRK-İŞ) a adopté cette convention, la DISK a déclaré qu'il pouvait conclure une telle convention à la condition que toutes les revendications sociales et démocratiques de la classe ouvrière soient acceptées.

Les relations avec la CEE augmente le déficit commercial

En ce qui concerne les relations avec le Marché Commun, et bien que le plan veuille les renforcer, l'attitude de la Communauté a été contraire aux intérêts de l'économie turque. La CEE, malgré les accords conclus avec la Turquie, n'a pas accepté la libre circulation des travailleurs turcs en Europe. Et cependant, la stratégie du plan considère que l'argent que les turcs à l'étranger enverront au pays sera une des principales sources d'investissement.

D'autre part, la CEE n'a jamais reconnu à la Turquie les privilèges commerciaux prévus dans les accords d'association. Alors que l'article d'exportation industrielle principal de la Turquie est le textile, les pays de la CEE essaient de limiter et même d'arrêter les exportations turques de textile.

Au début du mois d'août, la France et l'Angleterre ont instauré un embargo sur les produits textiles turcs, spécialement sur les cotonnades et les T-shirts. Or, un "gentlemen agreement" conclu l'année dernière prévoyait une exportation turque de 74.000 tonnes de coton, 3.300 tonnes de produits fabriqués, 8 millions de T-shirts, 2.272.000 vêtements divers et 929.000 articles de prêt-à-porter, et tout cela pour 1978.

Puisque la communauté impose de nouvelles restrictions sur les importations en provenance de la Turquie, comment serait-il possible de développer les relations commerciales avec la Communauté et de diminuer le déficit de la balance commerciale? Aussi longtemps que le déficit commercial subsiste, la Turquie souffrira toujours du manque d'échanges commerciaux et ne sera jamais à même d'augmenter les investissements destinés à favoriser la croissance du secteur industriel.

(C-DG-ML-18/9)

IMMIGRÉS TURCS ET MAROCAINS: "ENNEMIS PUBLICS No.1?"

BRUXELLES (ITA) - "Au Travail", journal de la CSC/ACV se demande dans un titre: "Immigrés: ennemis publics no.1?" (Voir: AU TRAVAIL, le 1er sept 1978)

Mais les quels? "Au Travail" répond lui-même dans le texte:

"Aujourd'hui, en Belgique les immigrants occupent une place importante dans la population. En Wallonie, ils représentent 13 p.c. de la population, 8 p.c. en Flandres, 12 p.c. à Bruxelles. ./.

"On retrouve parmi eux, des gens du monde entier, mais aujourd'hui, une certaine presse, une certaine opinion les classent en différentes catégories. Une première catégorie est celle des immigrants des pays riches: américains, japonais, suédois qui sont en général des dirigeants d'entreprises ou des fonctionnaires de l'OTAN et du Marché Commun.

"Viennent ensuite les immigrants de la CEE qui disposent 'en principe' de la libre circulation et qui bénéficient d'une 'certaine protection' qui leur est reconnue (mais pas toujours respectée) par la réglementation du Marché Commun.

"Et enfin, au dernier palier, se trouvent les travailleurs immigrants des pays tiers (hors Marché Commun).

"Les immigrants, main-d'oeuvre à bon marché, constituent aussi une masse de travailleurs difficile à défendre. En période de crise très grave, avec les jeunes et les femmes, ils font partie des travailleurs les plus menacés. Réduits au chômage, ils sont la cible des patrons, qui leur font porter la responsabilité de la crise. Les mass media, la publicité font alors pression sur l'opinion publique pour créer un racisme aigu envers ces travailleurs.

"Des titres passent dans une certaine presse: IMMIGRES, PAS LE BOL."

Loi-anticrise et les immigrants

Dans le projet de lois des réformes économiques et budgétaires, autrement dit loi anticrise on se plaint du nombre élevé de permis de travail délivrés à l'immigration, et l'on cite le chiffre de 4.716 pour l'année 1977.

En regardant les statistiques de délivrance des permis, il y a eut en 1977, 1.569 permis B, qu'un immigré à son arrivée reçoit pour un travail déterminé et un temps limité. Ce sont des ressortissants des Etats-Unis qui obtiennent le plus grand nombre de permis B: 565, suivis par les Japonais 128, les autres pays d'Asie: 94.

"Mais qui donc contestera un Américain, un Anglais, un Français?" se demande La Cité (les 16-17 septembre 1978) et continue: "On ne les remarque pas. On préfère attaquer ceux qui sont plus différents: les Marocains et les Turcs."

Oui, les ennemis publics no.1, ce sont les immigrants turcs et marocains. Comme on peut le voir, ils sont déjà maintenant les victimes principales de la repression de la police comme de l'ONEM.

Au Travail raconte:

"Dernièrement, dans la région liégeoise, des immigrants ont été privés de leurs allocations de chômage parce qu'ils ne comprenaient pas suffisamment le français. D'autres mesures sont prévues dans le cadre de la loi anti-crise et concernent spécialement les immigrants extérieurs au marché commun.

"RESTRICTION DE LA NOTION DE REGROUPEMENT FAMILIAL POUR L'OCTROI DU PERMIS A: Les enfants des immigrants qui ne sont pas membres de la Communauté Européenne ne pourraient obtenir un permis de travail A que s'ils ont 5 ans de résidence et 3 ans de travail en Belgique.

"CERTAINS TRAVAUX NE SERAIENT PLUS PRIS EN COMPTE POUR L'OCTROI DU PERMIS A: Après un certain temps (en moyenne 3 ans) un immigré qui possède un permis B pouvait recevoir un permis A à durée illimitée. Demain, certains travaux réalisés sous le permis B ne seront plus pris en considération pour l'octroi du permis A. Cela pourrait entraîner plusieurs difficultés graves pour les travailleurs étrangers. En effet, une fois le permis B périmé, il doit introduire une nouvelle demande et cela est possible seulement s'il y a un employeur disposé à l'engager en respectant les réglementations (déclaration ONSS, barèmes de salaires) et les lois du marché du travail (s'il y a pénurie de main-d'oeuvre).

"De plus, à l'expiration du permis B (après 60 jours) le travailleur immigré ne peut plus bénéficier des allocations de chômage même s'il satisfait à toutes les conditions de la réglementation. Il ne lui restera plus qu'à retourner 'librement' dans son pays ou trouver un travail en noir". (AT-LC-DG-24/9)

CONTROVERSE SUR LE FILM "MIDNIGHT EXPRESS"

BRUXELLES (ITA) - Tiré du livre d'un jeune trafiquant américain qui raconte l'aventure qu'il a vécue en Turquie, le cinéaste Alan Parker a réalisé un film, "Midnight Express". Ce film qui est projeté en Angleterre, Allemagne, ./.

Hollande, Belgique et France a provoqué une grande réaction dans la communauté des immigrés turcs ainsi que parmi les critiques non-turc. En effet le film est considéré étant un film raciste plutôt qu'un film racontant l'histoire d'un jeune trafiquant de drogue.

Le jeune américain avait été arrêté à l'aéroport d'Istanbul où il essayait de faire passer en fraude cinq livres de haschisch. Jeté en prison, humilié, en butte aux agissements d'un chef gardien sadique, il avait été condamné à un emprisonnement de trente ans. Là-dessus, il s'était évadé, parvenu à gagner la Grèce.

Pour le thème il n'y a rien à dire.

Mais le réalisateur du film outrepassa le thème en présentant tous les turcs comme des individus répugnants, corrompus, brutaux et vicieux. Le film devient ainsi un film xénophobe contre l'ensemble du peuple de Turquie.

Nous nous sommes prononcés plusieurs fois dans ce BULLETIN pour le fait que la Turquie, quoiqu'ayant signé toutes les déclarations universelles des droits de l'homme, se trouve parmi les pays qui pratique la torture ou le mauvais traitement.

Mais ce n'est pas le peuple turc ce qui est responsable de la torture ou le mauvais traitement dans les prisons. Au contraire, les turcs en souffrent eux-mêmes plus que des trafiquants comme le héros du film.

D'autre part, le réalisateur n'a donné rien sur le contexte dans lequel le héros du film avait été condamné. Tandis que la moitié de la production mondiale illicite d'opium provient du "Triangle d'or" à l'Extrême-Orient et que cette production est encouragée par la CIA, l'administration de Nixon avait exercé des pressions sur les gouvernements turcs pour interdire la culture du pavot en Turquie. Le héros du film était condamné à l'emprisonnement si exagéré à cause de ces pressions qui avaient provoqué des émeutes des paysans turcs.

Il est évident que le cinéaste qui manifeste son racisme anti-turc a essayé aussi de cacher des pressions effectuées par l'impérialisme américain sur un pays sous-développé comme la Turquie.

Néanmoins, il faut remarquer un autre aspect de cette controverse sur le film. Les milieux de droite de Turquie essaient d'exploiter cette occasion afin de faire oublier tous les mauvais traitements et tortures pratiqués pendant les années des régimes du 12 mars et du "Front Nationaliste". Nous devons nous rappeler que beaucoup de responsables de ces pratiques inhumaines sont toujours dans les cadres de la police et de l'Armée turque, et ils ne manquent jamais l'occasion pour pratiquer les mêmes choses contre les démocrates même sous le gouvernement social démocrate d'Ecevit.

(C-M-H-DG-RC-25/9)

LES COMMANDOS FASCISTES ONT ATTAQUE LE SIEGE DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE (TIP)

ISTANBUL (ITA) - Alors que le premier ministre Ecevit se félicite de la sécurité qui règne dans le pays, en déclarant que le gouvernement a obtenu des résultats positifs dans sa lutte contre l'anarchie, la Turquie est devenue un champ de bataille où centaines de personnes sont victimes de la terreur.

Deux commandos fascistes armés ont attaqué le siège du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) le 23 septembre 1978 à Istanbul. Les agresseurs ont pu monter au troisième étage du bâtiment pour demander où se trouvait le bureau de Secrétaire Générale du parti. Les membres présents du parti ayant constaté un comportement suspect n'ont pas voulu répondre à leur exigence. Sur ce fait, les deux commandos ont brandi leurs armes et pris en otage dans une chambre deux membres du parti et ont tiré sur d'autres membres en blessant 2 entre eux. Les deux commandos ayant cherché le Secrétaire Générale dans les autres bureaux du 3ème étage et ne le trouvant pas, ont fui finalement le bâtiment du parti.

Pendant cette agression le Secrétaire Générale du parti, Dr. Mihat Sargin se trouvait à un autre étage, se sauvant ainsi par hasard du dangers.

La Présidente du TIP, M. Behice Boran a envoyé un message au Premier Ministre M. Ecevit, protestant le manque de protection des sièges des partis politiques.

./.

En Belgique, le Centre Culturel des Travailleurs de Turquie (TIKM) a publié un communiqué de presse, protestant contre les attaques fascistes et demandant que le gouvernement prenne des mesures énergiques.

Les dirigeants d'un parti politique devant la cour criminelle

Tous les membres du comité administratif du Parti Ouvrier Socialiste de Turquie (TSIP) ont été traduits devant la 5ème Chambre de Cour Criminelle d'Istanbul le 13 septembre 1978 pour le message qu'ils ont publié à l'occasion de 60ème anniversaire de la Révolution 1917. Le procureur de la république les accuse de faire la propagande du communisme dans ce message.

Les accusés ont rejeté ce procès considérant qu'il s'agit là d'une violation de la Constitution. En effet la loi sur les partis politiques prévoit que les dirigeants des partis politiques peuvent être jugés devant la Cour de la Constitution.

D'autre part, le fait que les dirigeants des partis politiques soient jugés en vertu des articles 141 et 142 du Code pénal ture qui ont été repris du Code pénal de Mussolini et qu'en Italie ces articles ont été abrogés depuis longtemps constitue un scandale. Malgré les multiples promesses avant les élections le gouvernement Ecevit n'a pris aucune initiative pour abroger ces articles.

Sur ce procès, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a manifesté sa solidarité envers le TSIP et a décidé que les avocats affiliés au TIP les défendront devant les tribunaux.

(C-Y-K-DG-HC-25/9)

NOUVELLE TACTIQUE DE VIOLENCE POLITIQUE: "FRAPPER ET S'ENFUIR"

ANKARA (ITA) - Lors d'une réunion qui s'est tenue le 28 août, le ministre de l'intérieur N. İrfan Özaydınlı a déclaré que 359 personnes avaient succombé dans des "incidents politiques" depuis que le gouvernement était au pouvoir. Il a dit que 1662 personnes avaient été arrêtées suite à des "incidents anarchiques"; 681 d'entre eux étaient des militants de gauche et 924 de droite. Les forces de sécurité ont saisi 765 fusils et pistolets canon long, 14.814 pistolets de différents espèces, 1251 carabines et 5.400.994 balles de calibres différents.

Le ministre a déclaré aussi que les opérations terroristes avaient pris la forme d'opérations "frapper et s'enfuir", pour aboutir au massacre. Il a ajouté que l'entraînement de la police serait modifié et que la discipline serait l'élément principal de cet entraînement.

Un premier groupe d'officiers de police tures a été envoyé en Grande Bretagne pour subir un entraînement spécial anti-terroriste. Pour améliorer la qualité de la police turque, le gouvernement a invité des escadrons spéciaux anti-terroriste en provenance de la République Fédérale d'Allemagne.

D'autre part, le Premier Ministre Ecevit a déclaré que "la Turquie poursuit des négociations avec les puissances démocratiques pour obtenir de l'assistance dans le domaine de la sécurité."

Une mesure supplémentaire a été prise: le chef du MIT a été remplacé.

Néanmoins, malgré l'arrestation de nombreux "Loups Gris", les commandos para-militaires du parti néo-fasciste, MHP, le gouvernement n'ose pas encore entamer une procédure pour dissoudre ce parti, et l'organisation de contre-guérilla, le sinistre instigateur de la violence politique en Turquie continue ses activités illégales.

Ainsi, le nombre des victimes de ce mois a atteint 105, et le nombre total des victimes depuis la formation du gouvernement Ecevit a augmenté à 448.

Vous trouverez ci-dessous les victimes de violence politique du 17 août au 15 septembre 1978:

Liste chronologique des assassinats politiques:

- AOÛT 17: A Nazilli, Mustafa Akin, de droite, est abattu pendant une rixe.
A Ankara, le progressiste Cengiz Bişer est poignardé à mort par un "Loup Gris".
- AOÛT 18: A Istanbul, Salih Kara, de droite, est abattu.
- AOÛT 19: A Antalya, Mehmet Gençer, de droite, est abattu.
A Uşak, le progressiste Mehmet Kızıllırmak est abattu par des tireurs.
Dans la prison municipale de Buca (Izmir), deux prisonniers, Şevket Yılmaz et Muzaffer Şentürk, sont tués par la gendarmerie.
A Antalya, l'ouvrier progressiste Osman Eryüksel est poignardé à mort par un "Loup Gris".
Le policier Aslan Aslan est tué à Istanbul.
- AOÛT 23: A Konya, l'étudiant progressiste Fethi Demir est abattu par un Loup Gris.
A Malatya, l'étudiant de droite Murat Henteş est abattu.
A Adana, un travailleur migrant progressiste, Cemal Orhun, qui venait d'arriver d'Allemagne, est tué par un groupe de droite.
A Iskenderun, un militant de droite, Cihan Kurt, meurt suite à ses blessures après une bagarre politique.
- AOÛT 24: A Istanbul, le directeur de l'hôtel des étudiants, Devrim Çelenk, est tué par des inconnus.
Dans le district de Tirebolu, le professeur Ali Topal et l'étudiant Ali Hacıbrahimoglu sont tués.
- AOÛT 25: A Ankara, Veli Karlı est tué et 2 autres personnes sont sérieusement blessées par 4 inconnus qui ont forcé la porte de leur maison.
- AOÛT 26: A Istanbul, le policier Yusuf Aksakal est abattu.
A Siirt, le chauffeur Ali Hüseyin Aytok et le travailleur Arif Tatar sont abattus dans le bus qui les ramenait chez eux.
- AOÛT 27: A Kirsehir, un sympathisant du Parti Républicain du Peuple (CHP), Hacı Doğan, meurt suite à une explosion.
- AOÛT 28: A Urfa, le président local du Parti d'Action Nationaliste (MHP), Kemal Bayık est abattu au cours d'une attaque à un café.
A Hardin, Ahmet Hatipoğlu de droite est abattu au cours d'une bagarre.
- AOÛT 29: A Ürgüp, le vice-président local du MHP, Halim Özcan, est trouvé mort dans une voiture abandonnée.
A Nizip, l'ouvrier de gauche Mehmet Kor est abattu dans une usine.
A Diyarbakır, un déserteur, Ömer Polat, est tué sous la torture.
A Hilvan, l'étudiant Kemal Çobanyıldızı est abattu lors d'une attaque armée à un café.
- AOÛT 30: A Malatya, le chef du mouvement de jeunes dépendant du CHP, Yüksel Mazmanoglu, est tué par des inconnus.
- AOÛT 31: A Mersin, l'un des dirigeants locaux du MHP, Mehmet Boz est tué par un ouvrier.
A Terme, l'étudiant Orhan Beyhan est frappé à mort par un autre étudiant
- SEPT 1: A Ankara, les forces de police attaquent une maison où se cachent trois ouvriers progressistes, et ils les tuent sans aucun motif. Ibrahim Uzun, Sadi Okçuoglu étaient membres de l'Association pour la Lutte contre l'Inflation et le Chômage (PİM). Les voisins, témoins du massacre, affirment que les victimes étaient tuées pendant leur sommeil.
Le policier Haydar Elma est abattu au cours d'une bataille entre la police et des ouvriers à Damlupınar.
A Akçaabat, Ali Kuvvet est tué en quittant la mosquée.
A Iskenderun, les ouvriers Remzi Tat et Metin Balaz, membres du Syndicat des métallurgistes, sont tués pendant un conflit politique.
- SEPT 2: A Ankara, Kemal Karabulut est tué par ses opposants politiques.
A Urfa, l'étudiant Şevket Öznakış est tué en distribuant des tracts.
- SEPT 3: Le "jour sacré du sucre", qui est supposé être une occasion pour les musulmans d'aplanir tous leurs différends, est devenu un cauchemar pour les citoyens d'Anatolie centrale, province de Sivas. Une simple querelle entre des enfants sur la place du marché s'est transformée en bagarre politique et se termine en luttes entre sectes qui a fait 10 morts, 105 blessés et 68 arrestations. Les bagarres ont provoquées

les militants para-militaires du MHP, parti néo-fasciste, qui monte l'une contre l'autre deux sectes hostiles musulmanes. Les gens de gauche de la région sont des Alevis (Shiites). Ils sont régulièrement attaqués par les gens de droite, les Sunnis. Comme les Alevis dominent la population de Sivas, les gens de droite font appel à des renforts des provinces voisines. Les victimes de l'incident: Gülizar Bora, Gülşüm Keklik, Vedat Kanak, Müslime Gülmez, Bünyamin Yılmaz, Ömer Aksak, Musa Kale, Bektaş Gökdemir, Musa Oğuz et Muhittin Akbay.

- SEPT 3: A Ankara, le fonctionnaire d'état Yusuf Lütfi Çener est abattu.
A Gaziantep, l'étudiant Ahmet Gönens est abattu par des inconnus.
- SEPT 5: A Istanbul, Muhammed Baş de droite est abattu.
- SEPT 6: A Gaziantep, les étudiants Zeki Parlak et Ahmet Kahtar Karabiçki sont abattus dans un club de jeunes par deux tireurs.
A Ankara, le professeur M. Akif Çavdar est trouvé mort sur la route.
A Istanbul, 8 personnes, y compris des policiers sont blessées lorsque des forces de police évacuent une partie des bidonvilles de Alibeyköy.
A Elazığ, 2 personnes de droite, Talat Diş et Ahmet Aydın, sont tués par balles. L'endemain, pour les venger, deux épiciers, Haşim Solmaz et Süleyman Yalçın de gauche sont assassinés.
- SEPT 7: Dans la ville de Gevaş, province orientale de Van, 17 personnes sont mortes au cours d'une bagarre qui a opposé deux tribus ennemies. La tribu nomade Davutyan attaque ses rivaux pendant la nuit, brûlant une maison où 15 personnes ont péri, et bat à mort deux autres personnes.
A Adana, une personne inconnue est trouvée morte.
A Gaziantep, l'étudiant de gauche Abdullah Koles est tué par un "Loup Gris".
A Istanbul, l'étudiant Cuma Oruç est abattu par un tireur.
A Elazığ, Mustafa Nuri Akbulut est abattu par 3 personnes qui prétendent être des policiers et arrêtent le bus où il se trouvait.
A Elazığ, un garçon de 4 ans, Oguzhan Etgin, est tué par des inconnus.
A Adana, le tenancier d'un café, Hasan Şonbayrak, est abattu.
- SEPT 8: A Tuzla, Sırma Bayoğlu, sympathisante du CHP, est abattu par des "Loux Gris" au cours d'une bagarre politique.
- SEPT 9: A Sızıp, le commerçant de droite Hasan Kılıç est abattu.
A Urfa, le chef de la section de jeunesse du Parti du Salut National (MSP), Ahmet Candarna, est abattu en rentrant chez lui.
A Isparta, Süleyman Korkmaz et Sefer Kocaman sont tués au cours d'une élection locale.
- SEPT 11: A Gültepe, l'étudiant d'université Nizamettin Ophangazi est tué par des inconnus.
A Gaziantep, des tireurs qui attaquaient la prison municipale tuent le gendarme Enver Polat et 2 guards, İhmet Doğruer et Nuri Çetin.
A Elazığ, İsmail Ölgeç de droite est abattu par des tireurs en voiture.
A Düzce, Ömer Alkan, membre de l'Association Progressiste de la Jeunesse (IGD) est abattu par un groupe de droite.
- SEPT 12: A Elazığ, le représentant du MHP au conseil de la ville, Yaşın Uçar, est tué par des inconnus. Plus tard, le photographe Haydar Kılıç et Hasan Yardımci sont également abattus.
A Ceyhan, le professeur Necati Özdemir est tué en conduisant.
A Hatay, l'ouvrier Aydın Temizkan est tué en rentrant chez lui.
- SEPT 13: A Istanbul, Kemal Kurt et Ziya Ağırbaş sont abattus.
A Elazığ, le fonctionnaire d'état progressiste Bayram Ergül est abattu.
- SEPT 15: A Elazığ, le gardien Ali Hazar et le membre du CHP Nevzat Erkiliç sont abattus par un groupe de droite.
A Adana, l'étudiant Mehmet Özkan est abattu par des inconnus.

(C-M-DN-DG-ML-16/9)